

LES RESSOURCES DE L'AFRIQUE : MALEDICTION OU BENEDICTION

Me Moïse Nyarugabo Muhizi
Sénateur, République Démocratique du Congo

L'Afrique en général et certains pays dont la République Démocratique du Congo, sont comptés parmi les plus gâtés par la nature ou mieux par Dieu, en terme des ressources naturelles.

En effet, le pétrole, le gaz, le diamant, l'or, le cobalt, le cuivre, l'uranium, le coltan, les forêts immenses, les eaux etc. sont les quelques exemples des fleurs de ce paradis sur terre.

Certaines de ces richesses ne sont pas encore exploitées et d'autres pas encore explorées ni découvertes. C'est pour cette raison qu'on parle des pays potentiellement riches et non des pays riches malgré ce catalogue de richesses.

Pour transformer ces potentiels en richesse, il faut l'action de l'homme : l'exploitation, la transformation, la gestion. Cette action de l'homme fait penser à certains concepts déjà évoqués plusieurs fois au cours de ce forum : la gouvernance, le leadership, la responsabilité.

Pourquoi donc des pays si riches peuvent être comptés parmi les plus pauvres, aux populations les plus démunies de la planète ? Pourquoi les peuples ne jouissent pas de ces richesses immenses ? Pourquoi ces pays ne se développent-ils pas ?

Pourquoi, au contraire, ces pays aux potentiels exceptionnels sont-ils confrontés régulièrement aux conflits armés et des guerres permanents ?

On peut en passant, penser à la République Démocratique du Congo, RDC, mon pays, le Sierra Léone, le Libéria, l'Angola, dans une certaine mesure, le Nigeria, la Libye etc...

Ce paradoxe étonnant suscite des interrogations : pourquoi ? Pourquoi on peut être si riche et si pauvre et même misérable en même temps ? Comment est ce possible ?

Je pense que c'est cette interrogation qui est à la base du thème sous examen : les ressources de l'Afrique sont-elles une malédiction ou une bénédiction ?

Ma réponse est simple. Ces ressources sont une bénédiction par ce que :

- Dieu qui la répartition n'est pas insensé. Après la création, il a dit que tout était bon.
- Ces pays et les peuples qui y habitent mais le monde ont besoin de ces ressources pour vivre, se développer.

Une autre preuve est que les pays qui les exploitent avec circonspection et les utilisent à bon escient se développent, domptent la nature pour faciliter la vie. Ils en tirent le profit qu'elles peuvent procurer.

Naturellement, ceux qui ne les exploitent pas, ceux qui les exploitent mal ou les utilisent avec légèreté, ne se développent pas. Ces ressources attirent des envies qui font naître des conflits.

Ainsi, le problème n'est pas du tout la présence des ressources, mais il est à situer au niveau de l'homme, de sa gestion.

Il est effectivement difficile de comprendre que les peuples qui vivent sur des terres fertiles, immenses et non exploitées meurent de faim, que les peuples qui baignent les pieds dans le pétrole soient pieds nus et n'aient ni écoles ni hôpitaux. Qui peut comprendre que des peuples qui ont le diamant et l'or presque à la portée de la main croupissent dans la misère et ne sachent répondre aux besoins les plus élémentaires.

Lorsque cette question est posée aux dirigeants africains, pourquoi ce paradoxe, tout de suite c'est la colonisation, c'est l'exploitation des ressources par les puissances occidentales, ces les multinationales etc. Donc c'est l'autre.

La vérité est que la raison de ce paradoxe est double. C'est vrai que les autres ont leur part de responsabilité mais le facteur interne est plus déterminant.

1. Facteur interne.

Avant d'accuser ou de condamner les autres, si l'on veut être correct et crédible mais aussi substantiel, il est important que les africains s'arrêtent, observent une pause et établissent leurs propres responsabilités. Il faut répondre à la question de savoir quel est notre rôle, notre part de responsabilité dans tout ce qui nous arrive.

En mon avis, le problème de l'Afrique quant à ses ressources se résume en quatre points suivants :

- La classe politique ou mieux le leadership médiocre dans la plupart de cas ;
- La mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion doublée de corruption ;
- L'impunité et l'absence de justice ;
- La résignation, la démission de la population.

Au sujet du leadership, l'Afrique est malade de ses dirigeants. Si l'on devait parler de la malédiction, ce serait à ce niveau. On se demanderait pourquoi il ya de si mauvais dirigeants et beaucoup ?

Il convient de reconnaître qu'il existe des exceptions. Il ya par ci par là des bons dirigeants qui essaient de garder la tête au dessus des eaux.

Mais pour ces mauvais dirigeants, il se trouve qu'au fond ce ne sont pas des hommes d'Etat mais des hommes d'affaires aux postes politiques, sans idéal, sans ambitions collectives à part les gains personnels et rapides dont l'instinct le plus dominant est la recherche des profits matériels par tous les moyens.

C'est pour cela que nous avons en Afrique des dirigeants très riches qui rivalisent avec les milliardaires occidentaux mais qui, eux, sont des hommes d'affaires qui ont choisi les

nouvelles technologies, le cinéma ou qui dirigent les grandes entreprises qui sont des empires.

Les ressources des pays sont gérées comme des richesses personnelles, comme des biens de famille, certaines familles privilégiées bien évidemment. Les principes de gestion de la chose publique sont systématiquement foulés au pied.

Pas de transparence, pas de respect des lignes budgétaires dans l'affectation des fonds. Les détournements, la corruption sont monnaie courante.

Les dirigeants n'ont pas l'obligation de rendre compte. La justice est muselée ou alors achetée.

L'impunité est le principe. Pour bien faire, la justice est clochardisée et à la fin, elle devient plutôt l'instrument de l'oppression comme un prolongement de la police politique pendant que tous ceux qui volent, détournent et violent les droits humains sont en liberté.

La population s'est résignée, elle a perdu espoir. Elle ne demande ni n'attend plus rien des dirigeants. Pas des comptes ni exigences. Quand les tenants du pouvoir font quelque chose de bien, c'est comme un cadeau. Quand ils ne font rien c'est tant pis. Son opinion ne compte pas.

Mais il faut ajouter aussi qu'une grande partie ne connaît pas ou très mal ses droits. La population est victime de tout ça. Mais à la longue elle devient complice par ce qu'elle a arrêté de se battre pour récupérer ses droits.

UN autre paradoxe est que ces leaders qui ne tiennent pas parole, qui ne respectent leurs engagements, qui changent des constitutions sans façon pour se maintenir au pouvoir, savent bien que les ressources appartiennent aux peuples.

Il suffit de lire les articles 21 et 22 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples pour s'en rendre compte.

Article 21 :

1. All people shall freely dispose of the wealth and natural resources. The right shall be exercised in the exclusive interest of the people. In no case shall a people be deprived of it.
2. In case of spoliation, the dispossessed people shall have the right to the lawful recovery of its property as well as to an adequate compensation.
3. The free disposal of wealth and natural resources shall be exercised without prejudice to the obligation of promoting international economic, cooperation based on mutual respect, equitable exchange and the principles of the international law.
4. States parties to the present charter shall individually and collectively exercise the right to free disposal of their wealth and natural resources with a view to strengthening African unity and solidarity;

5. The states parties to the present charter shall undertake to eliminate all forms of foreign economic exploitation particularly that practiced by international monopolies so as to enable their peoples to fully benefit from the advantages derived from their national resources.

L' article 22 ajoute:

1. All peoples shall have right to their economic, social and cultural development with due regard to their freedom and identity and in the equal enjoyment of the common heritage;
2. States shall have the duty, individually and collectively to ensure the exercise of the right to development.

Ces dispositions de la Charte africaine qui fête ses 30 ans d'ailleurs montrent que les dirigeants africains qui l'ont adoptée, sont conscients de l'existence des ressources et de ce à quoi elles sont censées être affectées, qui en est le propriétaire et qui devaient en jouir.

La leçon qu'il faut retenir ici est que l'amélioration de la qualité de notre vie en tant que société, communauté (l'alimentation, les soins de santé, l'éducation, l'emploi, le social en général, l'administration et la justice etc...) passe par l'amélioration de la qualité de nos dirigeants.

Le travail à faire est de se battre pour avoir le droit de jouer un rôle déterminant dans le choix des dirigeants.

2. Le facteur externe ;

Le deuxième facteur de ce paradoxe est le fait de ce qu'on appelle, en Afrique, la communauté internationale. Il ya d'une part des pays qui ont leurs intérêts et des objectifs et qui ont besoin des ressources naturelles et qui, de fois, sont obligés de les obtenir par toutes voies selon la pensée devenue célèbre d'un homme d'Etat français selon la quelle, les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Cette idée a été reprise par un autre homme d'Etat africain qui a dit que l'Etat n'a pas d'amis ni d'ennemis permanents, il n'a que des intérêts permanents.

En plus des Etats, il existe des multinationales qui ont un seul objet et sont créées pour ça : les intérêts, les gains, les profits, les bénéfices à tout prix.

Ces puissances et multinationales sont en complicité et collaborent avec les dirigeants africains corrompus. Si pour les multinationales elles, la collaboration est systématique avec

les dirigeants africains, les gouvernements occidentaux font de temps en temps des observations en passant sur la démocratie, sur le respect des droits de l'homme, puis ils laissent faire.

Le Président Obama ne disait-il pas dans son livre 'The audacity of hope' à la page 338, je cite : « Les Etats Unis ont aidé ou soutenu des voleurs comme Mobutu (RDC) et Noriega sans s'occuper du sort du peuple » et ce, au nom de la guerre froide. Evidemment, en le reconnaissant, il a conclu que ceci doit changer.

Lorsque des chefs d'Etat africains cachent des dizaines des millions, des milliards, des dizaines ou des centaines des milliards des dollars ou euros dans les banques occidentales quel est le sentiment que cela vous inspire, surtout quand on sait qu'en même temps, les gens meurent de faim, il n'y a pas d'écoles ni d'hôpitaux ?

Ces sommes sont gardées sans être dénoncées jusqu'à ce qu'on ne veuille plus de ces dictateurs ou jusqu'à ce qu'ils partent du pouvoir pour une raison ou une autre. C'est alors qu'on apprend que les avoirs estimés et les comptes de tel ou tel autre, estimés à autant, ont été saisis.

C'est très mal vécu par la population en Afrique et c'est considéré comme de l'hypocrisie. Les cas sont légion : Mobutu, Moubarak, Ben Ali et le cas le plus extrême et récent, celui de Kadhafi etc. Il faut mentionner qu'il ya des associations, françaises notamment, qui saisissent la justice contre certains chefs d'Etat qui détiendraient des biens anormalement importants. Je leur dis merci pour cet acte de solidarité.

S'il faut dire un mot sur ce cas de Kadhafi qui est d'ailleurs encore en cours, c'est scandaleux d'apprendre que des milliards d'euros ou pounds traînaient dans les banques des différents pays comme si le pétrole libyen est à lui, à sa femme, ses enfants, ses beaux fils et d'autres privilégiés qui sont payés pour leur loyauté.

Aujourd'hui la communauté internationale aide les insurgés à Benghazi pour Kadhafi dégage. Néanmoins, pendant 42 ans, beaucoup de puissances se sont tues.

La leçon à tirer aussi à ce niveau est que, quelqu'un d'autre l'a dit hier en parlant de la Tunisie, le peuple n'avait pas eu assez de place dans la politique étrangère des pays puissants d'hier et d'aujourd'hui.

Les chefs d'Etats et des gouvernements viennent en Afrique, rencontrent nos dirigeants, ils dînent avec eux et au besoin signent des accords et rentrent. Ils savent à peine ce que pensent les peuples, si non par de petits débriefings des ambassadeurs.

Je sais que la diplomatie a ses règles, que la souveraineté est un principe sacro saint, que l'intervention extérieure a ses limites. Mais j'aimerais quand même vous dire le peuple avait eu une place marginale au delà de la rhétorique diplomatique d'une part.

D'autre part, lorsque les contrats sont signés entre nos différents gouvernements sur l'exploitation des ressources africaines, la vérité est que tout va et reste en occident. Pas uniquement de votre faute, d'abord et principalement de la nôtre.

Tenez, les multinationales qui exploitent le pétrole investissent dans leur pays d'origine, le pétrole est transformé du brut au produit fini toujours là bas, et le prix payé en contre partie de ces ressources est gardé dans les comptes de nos dirigeants ouverts dans les mêmes pays. L'Afrique et sa population devienne le dindon de la farce. Bref, la marchandise vendue et le prix restent dans les mains de l'acheteur.

En conclusion et en guise perspectives, nous pensons qu'il est important qu'il y ait des changements à ces deux niveaux.

En ce qui concerne le facteur interne, je voudrai vous rassurer qu'en Afrique tout n'est pas fini, tout le monde n'est pas corrompu. Tout n'est pas détruit. Il ya toujours un reste. D'ailleurs le peuple lui est presque intact. Il y a donc des gens qui, nuit et toujours se battent et résistent à toutes les antivaleurs. Ils tiennent haut le flambeau pour que la flamme ne s'éteigne pas jusqu'à ce que le plus grand nombre soit mobilisé et parvienne à vaincre la peur pour le changement.

Nombreux d'africains, nous sommes conscients de ce paradoxe, nous sommes confus et avons honte que les pays comme les nôtre, le cas de mon pays, avec des ressources immenses, nous soyons parmi les plus pauvres et corrompus de la planète.

Je pense aussi que le printemps inspire. Qui pouvait imaginer que des puissants Rais comme Moubarak, Ben Ali et autres soient obligés de quitter le pouvoir de cette manière ? Ce vent qui a soufflé à partir du nord va descendre peut être lentement mais il va arriver en Afrique sub-saharienne comme la vague des indépendances, des conférences nationales, des élections pluralistes qui sont des acquis.

La tenue des élections ne suffit pas. Le combat aujourd'hui est de faire que le peuple récupère son pouvoir pour le donner à qui il veut, qui lui rend compte. Ce n'est plus une question d'élections mais d'élections crédibles par ce que libres et transparentes. Ce dont on a besoin c'est de la vraie démocratie, la transparence, les dirigeants qui rendent comptes dans un pays où personne n'est au dessus de la loi.

Au niveau externe, la meilleure façon d'aider les peuples africains à jouir de leurs ressources et de faire de sorte que ces ressources ne soient pas une malédiction, c'est de les aider à instaurer des régimes véritablement démocratiques et comptables. C'est donc de changer aussi la politique africaine des pays développés.

Pendant que ces populations se battent mains nues pour faire dégager des régimes qui disposent des puissances militaires et les autres attributs du pouvoir, dites aussi à vos dirigeants : cessez de collaborer avec les dictateurs et les régimes abjects. C'est le prix à payer.

C'est ici le sens de la responsabilité collective, la prise de conscience collective, le dialogue et la solidarité. C'est à cela qu'est attaché le miracle du changement.

La marche est longue et pénible, le chemin est rocailleux mais c'est possible.